



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 19 février 2024

Politique étrangère et de sécurité	2
Visite du Premier ministre Orpo à Varsovie	2
Les Premiers ministres finlandais et polonais conviennent d'approfondir la coopération bilatérale entre leurs pays	2
L'Europe doit se préparer aux pires scénarios, a déclaré Tusk	2
Sécurité	3
Orpo sur Yle : La Finlande veut un sous-quartier général pour les forces terrestres de l'OTAN	3
Conférence de Munich	3
Le ministre de la défense Häkkinen à Munich : la menace Trump est considérée comme beaucoup plus sérieuse qu'auparavant	4
Stubb: la Russie doit être tenue pour responsable d'un énième meurtre politique	4
Commentaire : Stubb est passé de professeur à président à Munich	5
Analyse : Selon Trump, l'Europe est un passager clandestin en matière de sécurité, mais la réalité est différente	6
Editorial : Les menaces de Trump peut unifier l'Europe	6
Point de vue : « La Finlande n'est plus une victime, elle doit donc se chercher une nouvelle identité » HS	7
Décès de Navalny : réactions en Finlande	8
Manifestation	8
Politique intérieure	8
Une plus grande partie de l'opinion publique est du côté du mouvement syndical que du côté du gouvernement	8
Economie	9
Le gouvernement propose des modifications aux permis de séjour dans l'UE pour les travailleurs hautement qualifiés	9
Education	10
Enseignement de langues étrangères	10

Politique étrangère et de sécurité

Visite du Premier ministre Orpo à Varsovie

Les Premiers ministres finlandais et polonais conviennent d'approfondir la coopération bilatérale entre leurs pays

La situation actuelle à la frontière, la situation en Ukraine ainsi que la sécurité et la défense de l'Europe étaient les principaux sujets de la rencontre entre le Premier ministre finlandais Petteri Orpo et le nouveau Premier ministre polonais Donald Tusk à Varsovie, vendredi 16 février. Outre la sécurité et la défense, Orpo a attiré l'attention sur d'autres priorités politiques que la Finlande souhaiterait voir figurer à l'agenda commun de l'UE pour 2024-2029.

Lors de la conférence de presse tenue après la réunion, Orpo a souligné que l'Europe devait prendre des décisions rapidement pour renforcer la sécurité de l'Europe. « Nous, Européens, devons assumer une plus grande responsabilité pour notre propre sécurité. La Finlande et la Pologne le comprennent bien, compte tenu de notre proximité avec la Russie. La Finlande a rejoint l'OTAN en avril de l'année dernière. Nous renforcerons davantage notre propre défense et celle de nos Alliés », a déclaré Orpo.

Orpo a souligné que l'Europe devait rapidement renforcer son industrie de défense et augmenter sa production de munitions. « Cela permettrait à l'Europe de poursuivre son soutien à l'Ukraine. Une défense nationale forte renforce la dissuasion et garantit la sécurité de l'Europe dans son ensemble. La Finlande a décidé de doubler sa production de munitions. Je vois un grand potentiel de coopération dans l'industrie de la défense avec la Pologne », selon Orpo.

Les premiers ministres ont discuté de la situation à la frontière et des actions de la Russie. Les frontières finlandaises et polonaises font l'objet d'une attaque hybride où les ressortissants de pays tiers ont été poussés à traverser la frontière. La situation à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie dure depuis des années.

« La Finlande est bien préparée aux activités d'influence hybrides et nous travaillons à améliorer encore notre préparation. Il est évident que nous avons besoin d'outils au niveau européen pour prévenir et gérer les situations dans lesquelles la migration est instrumentalisée contre nous. Nous voyons la situation sous le même angle en Finlande et en Pologne », a déclaré Orpo.

Les premiers ministres ont souligné la nécessité de soutenir les régions frontalières près des frontières extérieures de l'UE. En Finlande, cela signifierait la Finlande orientale et septentrionale. La Finlande et la Pologne sont confrontées à des défis similaires à cet égard et elles entendent soulever la question au niveau européen.

Lors de la conférence de presse, Orpo a déclaré que la Finlande se félicitait du changement de direction en Pologne suite à la nomination du gouvernement du Premier ministre Tusk. « L'État de droit est le fondement de tout. Il s'agit d'une condition de la confiance mutuelle entre les États membres de l'UE et d'un élément essentiel au bon fonctionnement du marché unique. Nous apprécions que notre important partenaire européen s'efforce activement de répondre à nos préoccupations concernant l'État de droit », a déclaré Orpo.

https://valtioneuvosto.fi/-/10616/suomen-ja-puolan-paaministerit-tiivistivat-maidensa-yhteistyota-varsovassa?languageld=en_US

L'Europe doit se préparer aux pires scénarios, a déclaré Tusk

Lors de la conférence de presse, les journalistes ont été informés qu'ils n'étaient pas autorisés à poser des questions. Yle a pu interviewer Orpo plus tard.

« Nous avons parlé de coopération en matière de défense. Il y a beaucoup de choses en commun entre nous en ce moment », a déclaré Orpo.

Selon lui, la Finlande et la Pologne partagent les mêmes défis en mer Baltique et dans la région face à la Russie. « Il est clair qu'il y a beaucoup à faire dans notre coopération au sein de l'OTAN et en matière bilatérale. Et on le reconnaît des deux côtés », a ajouté Orpo.

La Finlande regarde traditionnellement vers la Suède et les autres pays nordiques en matière de coopération en matière de défense. Aujourd'hui, la Suède souligne également l'importance de la coopération avec la Pologne.

Tusk a déclaré lors de la conférence de presse que la Pologne avait une longue tradition de coopération en matière de défense avec la Finlande. « Patria et Rosomak sont des exemples phares d'une bonne coopération en matière de défense entre la Finlande et la Pologne ».

Les véhicules de Patria sont fabriqués en Pologne sous une licence accordée par Patria et sous le nom de Rosomak. Au total, 690 exemplaires ont été produits en Pologne.

Les relations entre la Finlande et la Pologne ont pris de l'ampleur, car avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, la Pologne est devenue la puissance militaire de l'OTAN la plus proche de la Finlande. Contrairement à l'Allemagne et à de nombreux autres pays européens, la Pologne, qui compte 38 millions d'habitants, a investi dans le renforcement de sa défense avant même l'attaque à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine.

Selon Orpo, le rôle de la Pologne dans une éventuelle situation de crise serait particulièrement important dans la mer Baltique. « Nous sommes sur le même front. Si l'Europe devait par exemple être attaquée par quelqu'un de l'Est, alors bien sûr, c'est la région de la mer Baltique dans son ensemble qui serait défendue. C'est pourquoi nous avons exactement les mêmes intérêts. Le rôle de la Pologne est absolument essentiel ».

Orpo a souligné que le plus important, pour la sécurité globale de l'Europe, serait de remettre rapidement en marche l'industrie européenne de la défense, car la situation en Ukraine est préoccupante et dangereuse. « Nous devons trouver une réponse et mettre un terme à la menace croissante et évidente que représente la Russie pour les pays de l'Union européenne. Nous ne pouvons pas compter uniquement sur les États-Unis pour notre défense », dit Orpo.

« L'Europe, la Finlande et la Pologne doivent se préparer aux pires scénarios. L'Europe doit être prête, elle doit être prête à se défendre », a déclaré Tusk.

Tusk a déclaré que les voisins frontaliers de la Russie devraient intensifier leur coopération en matière de sécurité frontalière. Selon lui, la Finlande et la Pologne sont prêtes à renforcer leur politique de lutte contre l'immigration clandestine. « Les deux pays ont décidé de renforcer leurs frontières en installant des clôtures », a déclaré Tusk.

Orpo a déclaré que la Finlande considérerait la sécurité des frontières de la même manière que la Pologne.

Yle

Sécurité

Orpo sur Yle : La Finlande veut un sous-quartier général pour les forces terrestres de l'OTAN

Selon le premier ministre Petteri Orpo, le désir de la Finlande de disposer d'un sous-quartier général des forces terrestres de l'OTAN est fondé. Selon Orpo, cela permettrait de lier plus étroitement l'alliance militaire à la défense de la Finlande.

« Si nous pensons à la menace russe, c'est ici que nous avons besoin de forces terrestres », a déclaré Orpo.

La Finlande souhaite disposer d'une unité dédiée à la défense de la Finlande, qui s'entraînerait par exemple en Finlande. Selon Orpo, cela soutiendrait la défense forte de la Finlande.

Lors de sa campagne électorale, le futur président Alexander Stubb a également demandé la création d'un sous-quartier général des forces terrestres de l'OTAN en Finlande, ce qui amènerait quelques dizaines d'officiers de l'OTAN dans le pays.

Selon Orpo, la situation à la frontière orientale de la Finlande reste très préoccupante et il faut être prêt à poursuivre la fermeture de la frontière orientale même après la fermeture actuelle de deux mois.

Le gouvernement prépare de près les moyens de répondre à d'éventuels franchissements de la frontière terrestre. Selon Orpo, la décision de fermer tous les points de passage frontaliers a déjà été prise pour donner la priorité à la sécurité nationale.

Yle

Conférence de Munich

Le ministre de la défense Häkkinen à Munich : la menace Trump est considérée comme beaucoup plus sérieuse qu'auparavant

Le ministre de la défense Antti Häkkinen a participé jeudi à une réunion des ministres de la défense de l'OTAN à Bruxelles avant de se rendre à la conférence de Munich sur la sécurité.

Il a déclaré que la menace d'un affaiblissement des relations transatlantiques et de l'OTAN à cause de la possible réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis est désormais perçue en Europe comme beaucoup plus importante qu'auparavant.

En particulier, les récentes déclarations de Trump. Il y a notamment encouragé la Russie à attaquer les pays de l'OTAN qui ne dépensent pas le pourcentage convenu pour la défense au sein de l'alliance militaire.

Selon Häkkinen, la situation semble aujourd'hui mener à deux conclusions. D'une part, l'Europe souhaite de plus en plus collaborer et comprendre les deux côtés de l'Atlantique. D'autre part, les mesures prises en Europe se renforcent.

Häkkinen souligne que se défendre avec ses alliés est en fin de compte une décision politique. Le président américain dispose de grands pouvoirs. C'est pourquoi le débat sur Trump est sérieux. Une autre préoccupation sérieuse à Munich concerne l'Ukraine. Le soutien des États-Unis se fait attendre au congrès en raison de différends politiques internes, et la situation sur le champ de bataille est difficile.

Selon Häkkinen, trop peu de choses sont encore faites pour soutenir l'Ukraine.

Commentant la mort du leader de l'opposition russe Alexei Navalny, Häkkinen a déclaré que Navalny était la dernière petite lueur d'espoir de la société civile russe et que le président Vladimir Poutine a montré qu'il était prêt à tout.

HS

Stubb: la Russie doit être tenue pour responsable d'un énième meurtre politique

Le futur président de la Finlande, Alexander Stubb, s'est présenté pour la première fois après son élection sur la scène internationale à la Conférence de Munich sur la sécurité ce week-end.

Dimanche, lors de sa rencontre avec les médias finlandais et internationaux, Stubb a commenté les principaux sujets de discussion de la réunion : entre autres, le soutien à l'Ukraine et les relations transatlantiques à l'heure où Donald Trump pourrait redevenir président des États-Unis. Il a également évoqué la mort de l'opposant russe Alexeï Navalny. La Russie doit être tenue responsable d'un énième meurtre politique, a déclaré Stubb.

Stubb a rencontré un grand groupe de dirigeants mondiaux clés à Munich, dont le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Il a également pris la parole lors du déjeuner d'ouverture de la conférence et a participé à la table ronde de clôture dimanche sur la scène principale de l'événement.

Stubb a déclaré avoir répété à Zelensky que le soutien politique, militaire et économique inébranlable de la Finlande à l'Ukraine se poursuivrait. Stubb a déclaré que Zelensky avait également adressé "diverses demandes" à la Finlande.

Selon Stubb, les présidents ont également discuté, par exemple, de la réunion de paix que la Suisse doit organiser prochainement.

Stubb a déclaré que l'urgence était grande en Ukraine. Cependant, il ne considère pas que l'Occident a échoué en Ukraine. "Si l'Occident n'avait pas soutenu l'Ukraine, l'Ukraine n'existerait plus", a-t-il déclaré.

Concernant le soutien à l'Ukraine, il a également évoqué, entre autres, les accords bilatéraux de sécurité proposés par les pays du G7. L'Ukraine en a signé un avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France et est en train d'en signer un avec plusieurs autres pays.

Les pays nordiques s'engagent également dans cette voie.

Le plus important, l'accord avec les États-Unis, manque peut-être encore, a souligné Stubb.

Stubb considère qu'il est essentiel que l'Ukraine devienne également membre de l'UE et de l'OTAN. "Je pense qu'à long terme, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est l'objectif que nous devrions viser. Et je suis sûr que nous verrons une certaine évolution dans ce sens à l'approche du sommet de juillet à Washington. »

La direction est assez claire, tout est une question de timing, a-t-il déclaré.

Stubb a également déclaré qu'il pensait qu'il était très peu probable que les États-Unis cessent de soutenir l'Ukraine, quel que soit le prochain président des États-Unis. Les coûts seraient trop élevés, a-t-il estimé.

Stubb a déclaré qu'il ne croyait pas non plus au retrait des États-Unis d'Europe. La raison en est que cela affaiblirait radicalement sa position de grande puissance.

Concernant l'éventuelle présidence de Donald Trump, Stubb a également réitéré ses propos précédents selon lesquels la différence de rhétorique entre les campagnes électorales finlandaises et américaines est grande. Il a annoncé que la question devait être abordée avec calme. Cependant, il faut se préparer à différents scénarios.

Stubb a essayé de souligner qu'il est apparu à Munich en tant que professeur et que la Finlande a un président, Sauli Niinistö. Dans le programme de la conférence, il était présenté comme le futur président.

Outre Zelensky, Stubb a également rencontré l'actuel secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, l'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, dont on pense qu'il sera le futur secrétaire général de l'OTAN. Il a également rencontré la Première ministre estonienne Kaja Kallas et le ministre britannique des Affaires étrangères David Cameron. Outre Stubb et Häkkinen, l'ancienne ministre des Affaires européennes Tytti Tuppurainen (PSD) était présente à Munich.

HS

Commentaire : Stubb est passé de professeur à président à Munich

Alexander Stubb adapte désormais ses déclarations à la ligne officielle de la Finlande écrit Anna-Liina Kauhanen, du Helsingin Sanomat.

Le futur président de la Finlande, Alexander Stubb, était comme un poisson dans l'eau lors de la conférence sur la sécurité de Munich.

À Munich, cependant, Stubb est passé de professeur à président.

Stubb est un professionnel de l'analyse de la politique étrangère et de sécurité, habitué à présenter des points de vue pointus sur les points sensibles de la politique mondiale. Maintenant, Stubb ajoute du sordino à ses discours.

À Munich, Stubb a clairement indiqué qu'il n'était pas encore président. Pourtant, il était déjà écouté et suivi en tant que prochain président de la Finlande.

Dans les couloirs étroits de l'hôtel Bayerischer Hof, Stubb a recueilli beaucoup d'attention et de félicitations. Stubb a profité au maximum de Munich.

Le président Sauli Niinistö était un habitué de la Conférence de Munich sur la sécurité depuis des années, et Niinistö était largement apprécié, entre autres, pour son analyse de la Russie. Aujourd'hui, il n'y a plus de politique russe, mais la politique ukrainienne l'a remplacée. Sanna Marin y a également excellé en tant que Premier ministre.

Stubb pourrait se hisser au rang de Marin en matière d'attention internationale. Il existe également des différences. En tant que commentateur de la politique étrangère et de sécurité, Marin brillait par ses slogans, mais Stubb a également de la profondeur dans ses analyses.

Mais Stubb a déjà dû modérer ses propos. Ainsi, il souligne que quel que soit le prochain président des États-Unis, la relation fonctionnera.

Stubb adapte ses propos à la ligne officielle de la Finlande. Pourtant, personne n'impose à Stubb, en tant que président, un certain moule, car il peut créer ses propres façons d'agir et de communiquer. Le président influence également la politique finlandaise, même s'il n'existe pas un seul problème de politique étrangère et de sécurité sur lequel le président pourrait prendre des décisions seul.

Il est désormais nécessaire d'engager un débat ouvert et analytique, notamment sur les scénarios possibles de guerre en Ukraine et sur les structures de la paix future.

La présidence de Stubb s'inscrit dans une époque où le monde semble être dans une impasse et où aucune solution n'est disponible pour aucune des crises aiguës. ON manque de leadership.

Avec Stubb, la Finlande a un président véritablement international, à l'aise et qui aime se produire sur scène. Sur la scène internationale, Stubb sera celui qu'il veut bien en faire. Il ne tient qu'à lui.

HS

Analyse : Selon Trump, l'Europe est un passager clandestin en matière de sécurité, mais la réalité est différente

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls producteurs de sécurité au sein de l'OTAN et les autres pays ne sont pas seulement des consommateurs, écrit Saara Aholainen du Helsingin Sanomat.

L'idée des États-Unis comme protecteurs et de l'Europe comme victime impuissante existe depuis des décennies. Le président Barack Obama, qui a précédé Trump, a également exprimé sa frustration face à la faiblesse des dépenses de défense des États européens.

En réalité, la relation de sécurité entre les États-Unis et l'Europe n'est pas aussi simple ni unilatérale. Au XIXe siècle, le « Grand Jeu » des empires britannique et russe se jouait au Moyen-Orient et en Asie centrale, mais au cours du siècle dernier, les États-Unis ont commencé à faire valoir leurs intérêts au Moyen-Orient avec plus de vigueur. Dans la poursuite de ces intérêts, ses alliés en Europe ont joué un rôle important.

« [Les États-Unis] disposent d'un groupe d'alliés proches qu'ils ont pu utiliser pour poursuivre leurs propres objectifs de politique étrangère et de sécurité, et qui ont également été à leurs côtés dans des opérations militaires », souligne Tuomas Iso-Markku, chercheur au FIIA.

Les États-Unis ont dirigé les forces d'autres pays de l'OTAN en Afghanistan et en Irak notamment. L'Atlantic Council a publié en 2016 un rapport dans lequel il énumérait les avantages de l'alliance pour les États-Unis. Selon elle, en 2011, les États-Unis auraient par exemple économisé des milliards en Afghanistan grâce à leurs alliés.

Les États-Unis ont mentionné à plusieurs reprises que leur politique de sécurité se déplaçait de l'Europe vers la région du Pacifique et la Chine.

Mais la remise en question des engagements des États-Unis au sein de l'OTAN se reflète également en dehors de l'Europe. Si les États-Unis sapent la confiance de leurs alliés de l'OTAN, cela pourrait également avoir un impact sur la façon dont les autres alliés perçoivent les États-Unis.

HS

Editorial : Les menaces de Trump peut unifier l'Europe

Le thème principal de la conférence sur la sécurité de cette année à Munich n'était pas la guerre en Ukraine, ni à Gaza, ni la Chine. L'attention des dirigeants européens s'est portée sur les relations entre l'Europe et les États-Unis.

Les dirigeants européens sont confrontés au fait que la sécurité coûte de l'argent et qu'ils doivent en payer eux-mêmes la facture. Cela est mis en évidence lorsque Donald Trump divise l'OTAN entre bons et mauvais élèves. La rhétorique de Trump a franchi un nouveau palier cette semaine. Cependant, l'OTAN n'est pas une agence comptable et les pays européens sont membres à part entière de l'alliance. Les pays de l'UE confirment enfin ce que le président Sauli Niinistö évoque depuis des années comme étant le pilier européen de l'OTAN. Mais avec du retard.

Les États-Unis traversent une crise politique sans précédent. Trump est animé par l'obsession de prendre le contrôle de l'État et des services de sécurité, et non par des objectifs de stabilité. On ne peut pas se fier à la santé du président Joe Biden.

Lors du premier mandat de Trump, l'Europe s'en est bien sortie. Mais Trump est désormais plus disposé à exercer une emprise sur l'administration, et la situation géopolitique est plus violente.

[...] L'Europe et les pays du G7 sont pressés de renforcer leur soutien à l'Ukraine. Cependant, l'Allemagne et la France ne seront pas en mesure de combler le vide laissé par les États-Unis si ces derniers cessent leur aide à l'Ukraine.

Avant son arrivée à Munich, Zelensky est allé recevoir les importants programmes d'aide aux armements de l'Allemagne et de la France. En Allemagne, un débat s'est même ouvert sur le renforcement de la dissuasion nucléaire européenne.

La réunion de Munich a été une nouvelle fois historique. L'Europe craint la victoire de Trump et la défaite de l'Ukraine. Les États-Unis se désengagent de la coopération transatlantique et l'Europe doit donc assumer une nouvelle responsabilité du soutien à l'Ukraine et de la dissuasion de l'OTAN. Plus la guerre durera, plus grands seront ses effets destructifs, tant pour l'Ukraine que pour la sécurité internationale. L'avenir est bien sinistre.

HS

Point de vue : « La Finlande n'est plus une victime, elle doit donc se chercher une nouvelle identité » HS

Désormais membre de l'OTAN, la Finlande se cherche une nouvelle façon d'être et de se comprendre, estime la rédactrice-en-chef du Helsingin Sanomat Laura Saarikoski.

La Finlande a vécu des crises ces dernières années : la pandémie, puis la Russie a attaqué l'Ukraine, puis l'entrée dans l'OTAN après moult rebondissements.

Ce printemps, pour la première fois depuis des années, on a l'impression que le danger le plus aigu est passé. Cela s'est manifesté lors des élections présidentielles ennuyeuses, où les candidats étaient assez unanimes sur l'OTAN et la Russie. Il y a bien quelques problèmes dans l'économie et les grèves continuent, mais c'est gérable.

Cela nous donne l'occasion de nous arrêter un instant et de réfléchir à ce qui nous est arrivé.

En janvier-février, j'ai suivi le cours de défense nationale, qui m'a fait réfléchir à l'identité finlandaise. Comment nous voyons-nous ?

Traditionnellement, on se voit de manière très différente de comment on voit nos voisins. La Russie est une ancienne grande puissance qui cherche à regagner sa position par des moyens destructeurs, aux dépens de ses propres nationaux et de ceux des pays étrangers. La Suède est aussi une ancienne grande puissance, mais satisfaite de son sort.

La géographie a façonné les Finlandais, notamment ceux qui vivent près de la Russie. La Russie est un géant instable, où la peur et l'agressivité se mélangent de telle manière que l'une ne peut les distinguer. A ses côtés, la Finlande est comme une victime de violence domestique, qui doit toujours être prête à un nouvel accès de colère. Il faut essayer de calmer ce voisin, mais on garde une main sur la gâchette, prêts à se barricader à la maison et avec un billet pour l'ouest, au cas où.

En Russie, on n'a probablement jamais vraiment compris ce que les Finlandais pensaient réellement des Russes. C'est pourquoi ils ont semblé surpris de la façon dont la Finlande a réagi. Pourquoi diable sont-ils allés dans l'OTAN, pourquoi diable, alors qu'on les a si bien traités, pensent certainement les Russes.

Peut-être que les Finlandais non plus ne comprenaient pas pleinement la Russie. Les Russes ont toujours évalué leurs voisins avec un regard cruel. Beaucoup d'entre eux ne valent rien aux yeux des Russes, l'Ukraine n'est même pas un véritable État. Cependant, la Finlande semble avoir été dans une catégorie différente à cet égard en raison des guerres, et ne serait pas un pays tout à fait insignifiant aux yeux des Russes.

Lorsque les masques sont tombés, Finlandais et Russes ont réalisé qu'ils ne se connaissent peut-être pas du tout.

La réaction émotionnelle des Finlandais après le déclenchement de la guerre en 2022 a parfois été déroutante à observer, même pour un Finlandais.

La Finlande semblait être remontée dans le temps – ou peut-être pas. Pour les nouvelles générations, l'identité finlandaise n'est pas un destin, c'est beaucoup plus matériel.

L'ancienne identité finlandaise incluait l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative et qu'il fallait donc résister, en serrant les dents. L'idée que l'on avait du Sisu (résistance) a pu reconforter les Finlandais, même si cela avait un arrière-goût de grande passivité : la Finlande plie mais ne rompt pas.

Cette façon de penser a fait ses preuves, mais nous vivons désormais dans une nouvelle ère. La Finlande n'est plus ni faible ni seule. Mais alors que sommes-nous ? On parle parfois avec fierté des puissants missiles de nos nouveaux chasseurs américains, voire des armes nucléaires. Et l'instant d'après, nous paniquons à l'idée de quelques étrangers qui approchent de la frontière en vélo.

La Finlande est à la recherche d'une nouvelle façon d'être et de se comprendre. Cela vaut la peine d'écouter ce que va se raconter la nouvelle Finlande désormais membre de l'OTAN.

HS

Décès de Navalnyi : réactions en Finlande

Le Président Sauli Niinistö considère la Russie comme responsable de la mort d'Alexeï Navalny. « Je suis profondément triste et choqué de la nouvelle de la mort d'Alexeï Navalny en prison. La Russie en est responsable », a écrit Niinistö sur X.

Le futur Président Alexander Stubb écrit que Navalny est décédé en défendant la liberté et la démocratie dans son pays et que la Russie en est responsable.

Le Premier ministre Petteri Orpo et la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen ont eux aussi nommé la Russie comme responsable.

La ministre des Finances Purra estime que le travail de Navalny n'était pas en vain. La ministre de l'Education Henriksson estime que Navalny a payé le prix le plus cher pour son militantisme. La présidente de l'Alliance des Gauches Li Andersson estime que la Russie ne pourra changer que si les courageux russes qui s'opposent à Poutine ont la force et osent continuer leur travail pour défier l'administration et en faveur de la démocratie et des droits de l'homme.

HS/sam/A9

Manifestation

Environ deux cent personnes se sont réunies, samedi, à la Place « citoyenne » Kansalaistori devant Musiikkitalo, pour commémorer Alekseï Navalny. Une exposition sur les prisonniers politiques en Russie, *Faces of Russian Resistance* s'ouvrait en même temps.

Pekka Haavisto, député, a parlé à l'évènement. Il a regretté qu'une Russie démocratique et le respect des droits de l'homme semblent être toujours plus loin.

Haavisto estime que la Finlande pourrait soutenir l'opposition russe en proposant des asiles humanitaires à ses représentants.

HS/dim/A9

Politique intérieure

Une plus grande partie de l'opinion publique est du côté du mouvement syndical que du côté du gouvernement

Les grèves suscitent plus de soutien que d'opposition, tandis que les mesures gouvernementales en matière de réforme du travail rencontrent plus d'opposition que de soutien.

Environ la moitié des Finlandais, soit 49%, soutiennent les grèves organisées par les syndicats contre les mesures gouvernementales en matière de réforme du travail, alors que 39% s'opposent aux grèves.

Un sondage similaire en décembre, indiquait que 45% étaient favorables aux grèves et 35% s'y opposaient. Depuis lors, les grèves se sont multipliées, et leur soutien comme leur opposition ont légèrement augmenté. La part des personnes incertaines a diminué depuis décembre.

Les grèves sont principalement soutenues par les partisans du PSD, de l'Alliance des gauches et des Verts, et elles sont surtout combattues par les électeurs de la coalition nationale.

La question divise les partisans des Vrais Finlandais, mais chez eux il y a plus d'opposants aux grèves que de partisans.

30% des Finlandais soutiennent les mesures gouvernementales en matière de réforme du travail et les réductions de l'assurance chômage, et 56% s'y opposent. Les proportions sont presque les mêmes qu'en décembre.

Une nette majorité des sympathisants de la coalition nationale soutiennent les projets du gouvernement, tandis que ceux des partis de gauche et des Verts s'y opposent.

Les sympathisants des Vrais Finlandais sont là encore divisés.

Vendredi, les partis d'opposition ont déposé une motion de censure sur la politique du gouvernement en matière de réforme du travail. De l'avis de l'opposition, le gouvernement devrait organiser de véritables négociations, dans lesquelles il écouterait également les points de vue des employeurs et des employés. Le gouvernement, en revanche, considère qu'il n'a pas besoin de négocier sur les projets de lois avec le mouvement syndical, car il a reçu un mandat du peuple lors des élections législatives pour entreprendre les réformes qu'il souhaite.

Environ un Finlandais sur quatre (26%) est d'accord avec le gouvernement sur ce point. En revanche, plus de la moitié (59%) pensent que le gouvernement devrait négocier avec les syndicats sur les questions liées à la vie professionnelle.
HS

Economie

Le gouvernement propose des modifications aux permis de séjour dans l'UE pour les travailleurs hautement qualifiés

Le 15 février 2024, le gouvernement a soumis ses propositions visant à transposer les modifications requises par la directive sur la carte bleue européenne dans la législation finlandaise. Les modifications s'appliqueront aux ressortissants de pays tiers arrivant en Finlande avec un permis de séjour européen pour travailleurs hautement qualifiés, également connu sous le nom de carte bleue européenne.

La proposition améliorera notamment la protection des titulaires de la carte bleue européenne en cas de chômage. À l'avenir, un titulaire d'une carte bleue européenne disposerait d'au moins trois mois pour retrouver un nouvel emploi après avoir perdu son emploi. Son titre de séjour ne pourrait pas lui être retiré pendant cette période. Si le titulaire réside dans le pays depuis plus de deux ans, il disposerait d'au moins six mois pour chercher un emploi.

Conformément à la directive, le retrait d'un permis immédiatement après cette période ne serait pas requis. Comme la loi finlandaise ne contient actuellement aucune disposition relative à une telle période de protection, la modification ne rendra pas les règles plus strictes. Les États membres de l'UE sont parvenus à un accord sur la directive en mai 2021.

« La Finlande a également besoin de travailleurs qualifiés étrangers. Cependant, la concurrence pour attirer les talents est féroce. La réforme améliorera la protection des experts internationaux travaillant dans l'UE et rendra le marché du travail de l'UE plus attractif », a déclaré le ministre de l'Emploi Arto Satonen.

Les travailleurs hautement qualifiés qui souhaitent venir en Finlande peuvent choisir de demander une carte bleue européenne ou un permis de séjour national pour expert (ou « talent »). Les modifications apportées à la carte bleue européenne n'affecteront pas le permis national d'un expert. Une carte bleue européenne peut être demandée pour un seul pays de l'UE à la fois.

Le niveau de rémunération requis pour une carte bleue européenne serait abaissé au même niveau que pour le permis national pour expert. En 2024, c'est 3.638 euros par mois.

En outre, la loi finlandaise sera modifiée pour faciliter la mobilité des titulaires de carte bleue européenne au sein de l'UE, conformément à la directive. Les titulaires de la carte bleue européenne sont actuellement tenus de travailler dans le premier pays pendant 18 mois avant de pouvoir déménager pour travailler dans un autre pays selon une procédure plus légère. À l'avenir, il ne faudra que 12 mois. Il deviendra également plus facile pour les titulaires d'une carte bleue européenne de travailler pendant de courtes périodes dans un autre pays de l'UE.

En tant que tels, les changements législatifs ne devraient pas augmenter le nombre de personnes demandant un permis d'expert en Finlande. L'un des objectifs de la directive est toutefois d'accroître la visibilité de l'ensemble de l'espace européen auprès des travailleurs hautement qualifiés, ce qui pourrait également profiter à la Finlande. En 2023, 163 demandes de permis de séjour carte bleue européenne de premier pays et 1 297 demandes de premier permis de séjour national pour expert ont été déposées en Finlande.

La période de protection proposée pour les titulaires d'une carte bleue européenne en cas de chômage est distincte de la règle des trois mois incluse dans le programme gouvernemental. Le gouvernement prépare actuellement une proposition selon laquelle les travailleurs étrangers devraient quitter la Finlande s'ils ne parviennent pas à trouver un nouvel emploi dans les trois mois suivant leur perte d'emploi. Pour les experts, les startupers et les spécialistes en TIC, le délai serait de six mois.

Le projet du gouvernement concernant la règle des trois mois et l'exception de six mois pour les experts, qui sera finalisé à l'automne 2024, s'appliquera également aux titulaires de la carte bleue européenne.

En conséquence, le délai de recherche d'un nouvel emploi sera le même pour le permis national d'expert et pour la carte bleue européenne. Des dispositions concernant le retrait du permis après la période de protection seront prévues en même temps. La règle des trois mois et ses exceptions devraient entrer en vigueur début 2025.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/hallitus-esittaa-muutoksia-eu-n-erityisosaajan-oleskelulupaam?language=en_US

Education

Enseignement de langues étrangères

Keskisuomalainen rend compte des propos d'Outi Vilkkunen, présidente de l'association des enseignants de langue étrangère Sukol, qui regrette la situation détériorée en matière d'enseignement scolaire d'autres langues étrangères que l'anglais. En effet, plus de la moitié des villes de plus de 30 000 habitants ne proposent que l'anglais comme première langue (A1, cursus long). Dans des plus petites communes, le choix restreint s'explique par le faible nombre d'élèves, mais dans les grandes villes, il s'agit d'un choix volontaire qui reflète la mauvaise compréhension de l'importance des études de langue pour les perspectives d'avenir des élèves, selon Vilkkunen.

Dans certaines villes, comme Tampere, Oulu et Helsinki, l'évolution est favorable grâce aux efforts conscients dans le sens de diversifier la gamme des langues proposées.

Sukol propose que les villes de plus de 30 000 soient contraintes de proposer d'autres langues à côté de l'anglais comme première langue étrangère. L'anglais pourrait ensuite être étudié comme deuxième langue étrangère (A2), dont les études ont également beaucoup diminué. Aujourd'hui, 16 % seulement des élèves optent pour une deuxième langue étrangère à l'école primaire.

Vilkkunen indique que le succès des entreprises finlandaises en France ou en Allemagne pourrait être soutenu par le fait qu'il y a des experts qui connaissent les langues de ces pays.

KS/14.2/12